Direction régionale de l'Environnement, 
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon

Arrêté N° 2013-108203 SA
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement

Défrichage de 2500 m² pour la construction d'une maison individuelle sur la commune

LES PLANS (34)

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu le code de l'expropriation, notamment ses articles L11-1 et R11-1 à 11-14 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n°F09113P0118 relatif au projet référencé ci-après :

– Défrichage de 2500 m² pour la construction d'une maison individuelle sur la commune LES PLANS (34) déposé par CLOPEZ Marc,

– reçu le 19/03/2013 et considéré complet le 19/03/2013 ;

Vu l'arrêté N° 130085, en date du 14 janvier 2013 du préfet de région du Languedoc-Roussillon portant délégation de signature à Monsieur Didier Kruger, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Languedoc-Roussillon ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 10/04/2013 ;

Vu l'avis du commissariat de massif central du 05/04/2013 ;

Considérant que le projet porte sur un défrichage préalable à la construction d'une maison individuelle ;

Considérant que le projet relève de la rubrique 51°a) du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les défrichements portant sur une superficie totale, même fragmentée, inférieure à 25 hectares ;

Considérant la localisation du projet Chemin de Canalettes sur la parcelle cadastrée section OC n°0811 ;

Considérant que le projet s'inscrit dans les orientations de schéma de massif et de la convention interrégionale en matière d'accueil de population ;

Considérant qu'au regard de la nature du projet et de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire, celui-ci n'est pas susceptible d'avoir des effets préjudiciables sur l'environnement ;
Arrêté :

Article 1er

Le projet de « Défrichement de 2500 m² pour la construction d'une maison individuelle sur la commune LES PLANS (34) » objet du formulaire n°F09113P0118 n'est pas soumis à étude d'impact en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté sera publié sur le site Internet de la préfecture de région.

Fait à Montpellier, le 18 AVR. 2013.

Pour le Préfet de région et par délégation,

L'adjoint au chef du Service Aménagement

Frédéric DENTAND

Voies et délais de recours

1. décision imposant la réalisation d'une étude d'impact
   Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :
   Monsieur le préfet de région
   DREAL Languedoc-Roussillon
   520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007
   34064 Montpellier cedex 02
   (Formulé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)
   Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.

2. décision dispensant le projet d'étude d'impact
   Recours gracieux :
   Monsieur le préfet de région
   DREAL Languedoc-Roussillon
   520 allée Henri II de Montmorency – CS 69007
   34064 Montpellier cedex 02
   (Formulé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)
   Recours contentieux :
   Tribunal administratif de Nîmes (en ce qui concerne les départements du Gard et de la Lozère)
   16, avenue Feuchères
   CS 88010
   30941 Nîmes Cedex 09
   Tribunal administratif de Montpellier (en ce qui concerne les départements de l'Hérault, de l'Aude, des Pyrénées-Orientales)
   6 rue Pilat
   34003 MONTPELLIER CEDEX 1
   (Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).